Bureau de dépôt - Bruxelles X
P701162

Belgique - België
P.P.
Bruxelles X
1 / 2425

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 54 • octobre • novembre • décembre • 2007

L'ESPERLUETTE

Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"

QUAND L'ALPHA PARLE A L'EDUCATION PERMANENTE

Sommaire

EDITO

Pour plus de participation des apprenants en alpha! 3

ANALYSE

Quand l'Alpha parle à l'Education permanente à Bruxelles 4

La voie des 100 voix ou comment donner la parole aux sans-voix 7

1,2,3... En avant pour la participation 10

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Trimer pour des prunes! Pensions-y! 12

Participez à la démocratie au travail! 13

VIE DE L'ISCO

L'ISCO en 2006-2007 14

A 45 ans, l'ISCO s'offre un lifting en profondeur... 15

EN REGIONS

Pour que le train des libéralisations ne laisse personne sur le quai 17

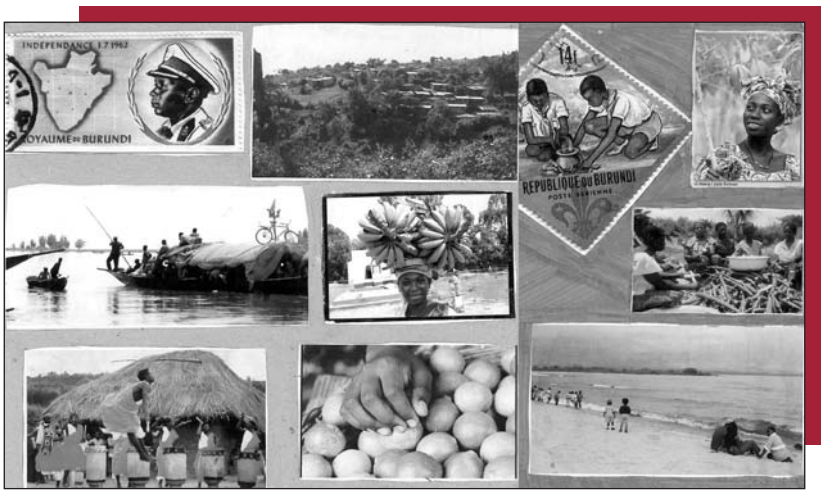
Promotion de la déMOCratie en Namurois 18

EN BREF 20

AGENDA 22

FICHES PEDAGOGIQUES

Les récits de vie



Les belles choses de chez nous, la gastromonie, on cultive le manioc et la patate douce. La danse traditionnelle d'un village où l'on saute très haut pour démontrer sa puissance, sa force et son adresse. Le lac Tanganica, où on pêche des petits poissons appelés Ndagalas. (Yvette)

Meilleurs vœux pour 2008

Pour 2008, toute l'équipe du CIEP vous souhaite une très heureuse année pleine de projets pour vous et votre famille.

En 2008, avec l'ISCO mis en chantier, beaucoup de défis sont à relever ensemble. Beaucoup d'autres projets de formations et d'actions, de nouvelles campagnes sont aussi en perspective. Donc, une année remplie de projets en Education permanente, des moments d'échanges et de nombreuses actions collectives avec tous les CIEP régionaux!

A l'instar d'Achille Chavée l'avocat-poète wallon, «soyons des apaches qui refusent de marcher dans la file indienne», développons durant cette année des projets citoyens et diffusons la dynamique de l'Education permanente pour élaborer des solutions alternatives pour un monde meilleur et plus égalitaire, ici et là-bas...

ERRATUM

Dans l'& n° 53 sur la Libéralisation de la Poste, une erreur s'est introduite dans l'article «La libéralisation de La Poste: où en est-on?», page 6. Les auteurs sont bien sûr André Blaise (CSC-Transcom-Groupe Poste) et Luc Simar (Service d'études CSC). Toutes nos excuses à André Blaise.

DU CHANGEMENT AU CIEP COMMUNAUTAIRE

- Stéphanie BAUDOT a accouché le 16 novembre d'un petit Darius. Félicitations à Stéphanie et à sa famille.
- Virginie DELVAUX, ancienne permanente CIEP-Namur a rejoint l'équipe à temps plein.
- Frédéric LIGOT est détaché depuis octobre à mi-temps au Cabinet de la Ministre Marie Arena.
- Au secrétariat, Lysiane METTENS a rejoint Francine BAILLET et Rita D'AGARO.

Comité de rédaction:
Stéphanie Baudot, Christian Boucq, Virginie Delvaux
France Huart (coordination), Frédéric Ligot, Anne Scheune, Michèle Stessel, Nicole Tinant

Secrétariat:
Francine Baillet, Rita D'Agaro

Ont participé à ce numéro:
Nathanaëlle Adam, Sophie Coudou, Martine Dehecq, Virginie Delvaux, France Huart, Anne Scheune, Samuel Thirion, Nicole Tinant.

Photos: Marie Fabbricatore

CIEP communautaire:
Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25
E-mail: communautaire@ciep.be

Editeur responsable:
Anne Scheune
Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design:
DCL PRINTERS - www.dclprinters.com
Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Pour plus de participation des apprenants en alpha!

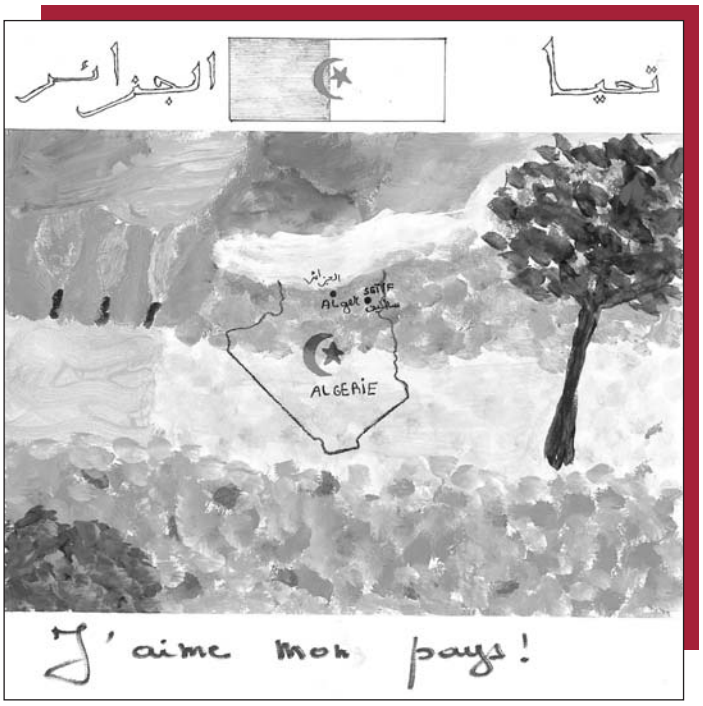
PAR FRANCE HUART,
COORDINATRICE &

2007 est sacrée par l'Union européenne Année de l'égalité pour tous et toutes. C'était dès lors une occasion idéale de clôturer cette année en croisant l'alphabétisation et l'Education permanente et de faire résonance aux initiatives d'alpha menées en région par les CIEP. En effet, il est essentiel de rappeler que le droit à l'alphabétisation est un droit fondamental pour tous, hommes, femmes et enfants, ici en Belgique au Nord, mais aussi au Sud.

Ce numéro met en lumière l'alpha, pas uniquement comme une transmission unilatérale d'un savoir, mais bien comme la construction de savoirs collectifs, dans une dynamique de transformation sociale et culturelle, pour atteindre une plus grande égalité. Qu'elles soient menées à Mons, Namur ou à Bruxelles, les expériences montrent l'importance de l'alpha comme processus émancipateur pour les apprenants, avec des retombées positives pour leur famille et indirectement pour la société. En effet, une implication et une participation citoyennes ne sont réellement possibles qu'avec un accès aux savoirs critiques pour tous et toutes, accès qui permet de développer et d'obtenir l'égalité politique, sociale et culturelle. Tout-e apprenant-e doit ainsi être considéré-e comme un citoyen-ne à part entière, avec une place à prendre dans le champ politique.

Appliquée à l'alphabétisation, l'Education permanente est, comme la définit Luc Carton «la mobilisation d'un savoir social critique pour changer le monde», vers plus d'égalité et de justice sociales. C'est également «l'expression structurée d'un groupe, une analyse réflexive, un débat qui apporte le point de vue critique sur le monde (et les discriminations vécues individuellement) à partir de la vie d'un groupe, et qui débouche sur la place publique».

Le dossier proposé illustre ce cheminement «avec» et «par» des groupes d'alpha vers une dynamique de prise en compte de revendications collectives et de mise en route d'actions de transformations sociales, culturelles et politiques. ■



J'habite à Setif, c'est une petite ville. J'ai décidé de peindre car j'aime bien ça. J'ai peint la nature car je trouve que c'est très beau. La couleur jaune représente le désert. Il est très présent en Algérie près de 20 000 km². L'arbre c'est plutôt la Belgique, il y a beaucoup d'arbres ici. J'ai aussi écrit en Arabe: «Vive l'Algérie» car c'est le pays de mon enfance et qu'un jour je voudrais y retourner. (Khaled)

Quand l'alpha parle à *l'Education permanente…* à Bruxelles

PAR NATHANAELLE ADAM,
CIEP-BRUXELLES
ET NICOLE TINANT,
CIEP COMMUNAUTAIRE

Croiser Education permanente et alphabétisation nous semble incontournable. Comme mouvement d'Education permanente, nous ne pouvons concevoir l'un sans l'autre: l'alphabétisation doit s'associer à une démarche d'Education permanente. Si cela nous semble une évidence, cela ne nous dispense pas d'interroger les pratiques et les acteurs, de mettre à jour les questions qui traversent ce champ foisonnant et d'interpeller sur base d'expériences.

Ces dernières années, les politiques ont développé chacune à leur niveau des plans d'action pour l'alphabétisation. Avec le nouveau Décret d'Education permanente, la Communauté française de Belgique a reconnu institutionnellement les associations du secteur [1]. La Région bruxelloise a concrétisé cette reconnaissance avec le Plan Bruxellois de l'alphabétisation [2]. Des moyens humains et financiers ont ainsi été engagés pour résoudre les problèmes d'encadrement et de manque de places en formation.
Cette reconnaissance est le fruit d'une action collective organisée et de longue haleine, qui a bénéficié de volontés citoyennes en synergie avec des chercheurs (notamment Catherine Stercq) et de représentants politiques progressistes. Ensemble, ils ont endossé la cause, mené le débat et la négociation pour aboutir à l'adoption d'un budget conséquent. Le cheminement fut celui de prises de conscience d'une réalité injuste et inégalitaire (concrètement insatisfaisante), celui de regards objectivés et critiques de la part d'acteurs et de sujets mobilisés, qui ont tenu dans la durée et interpellé des relais politiques: il représente, en fait, les différentes étapes du cursus de l'Education permanente dans toute son acceptation.

La Chom'hier, un espace de formation-transformation [3]

Au niveau bruxellois, La Chôm'hier émane d'un processus d'Education permanente réussi, puisque des «travailleurs sans emploi» se sont mobilisés, ont organisé et ont désiré disposer d'un lieu, d'un espace où ils pourraient, avec d'autres, apprendre notamment à lire et écrire. La formation y est un espace de rencontres entre divers intervenants et leurs projets, déjà bien construits ou encore flous: apprenants et formateurs, associations, institutions publiques… À la Chôm'Hier, l'Education permanente est perçue comme un moyen de donner une finalité commune à tous les projets. Cet espace de formation d'adultes en pleine aspiration d'autonomisation est un formidable observatoire de luttes de «sujets», d'histoires de vie et de remises en projets (individuels et collectifs) de ces mêmes sujets-apprenants. Le savoir a un rôle intégrateur d'expériences. Il est l'antipode d'un savoir de style dépôt bancaire!

Le suivi de formateurs a la Chom'Hier

Il s'agit bien de partir des expériences d'adultes, en tant que sujets en projet, et d'en faire un objet et un moyen de connaissance, de découverte, d'autonomisation accrue, de critiques et de réflexions pour interpeller notamment le dispositif de formation, les relations au sein de l'association,… Relevons quelques questionnements: Quelles sont les conditions de maîtrise de l'espace de formation par les apprenants eux-mêmes? Quels sont les temps dans le dispositif de formation où l'apprenant peut lui-même maîtriser son propre cursus de formation solidaire aussi des autres apprenants dans l'institution? Comment et jusqu'où distinguer le registre privé du public? Comment garantir un espace en formation dont le cadre est sécurisant? Et pourtant ne dit-on pas trop vite que la question posée n'est que de l'ordre privé? En effet, «si un apprenant vient avec une facture de gaz, avec un problème de loyer ou un problème administratif: est-ce un problème individuel ou collectivisable? Peut-on en faire un support et aller au-delà de la facture? Peut-on à partir de là s'interpeller sur les comportements de chacun?»

Depuis quelques années, la pratique en formation met en exergue l'importance des histoires de vie. En Education permanente, le pari est qu'il est possible de travailler sur l'ensemble des aspects de la vie (éducation, emploi, logement, formation, santé, énergie), mais cela suppose d'accepter de travailler sur des projets à court, moyen et long

termes, avec d'autres acteurs en réseaux.

La mise en projet

Concrètement, la notion de projet se trouve au centre du dispositif pédagogique. Les apprenants peuvent se fédérer ou porter de manière collective la réalisation d'un journal, d'une nouvelle ou d'un conte (un peu comme dans les classes Freinet), avec des échéanciers et la nécessité de s'organiser. L'idée du projet se mature avec le groupe, joue un rôle de facilitateur. Il nécessite aussi des temps de partages d'expériences, de négociations et de réalisations. Les temps festifs font également partie intégrante du processus, car la réussite fait sens positivement et met en relance les apprenants. Il s'agit bien d'une formation où l'apprenant adulte est d'emblée au cœur de la démarche. Des temps d'évaluations où les freins, les difficultés sont actées, le formateur invite à un processus réflexif.

L'Hôtel de Ville de Mons, une chorale. Les fruits exotiques que j'ai découverts et appris à manger en participant au cours de français. Une petite fille qui se promène à la mer. Le soleil parce que «le Bon Dieu est montois», les ballons quand le dragon descend. Un ciel plein d'étoiles, de feux d'artifice car j'adore ça, c'est plein de couleurs on a l'impression de redevenir un enfant et retrouver l'innocence. (Isabelle)

Une recette au gout d'Education permanente [4]

L'expérience de collaboration entre un groupe de la locale Nord-Est (Schaerbeek, Saint-Josse, Evere) de Lire et Ecrire Bruxelles, encadré par Espérance et le Centre National de Coopération au Développement (CNCD) [5] illustre l'intérêt d'introduire une démarche d'Education permanente dans un travail d'alphabétisation mené par les associations du secteur. Dans le cadre de l'opération 11.11.11, les différentes équipes de formateurs de Lire et écrire ont été interpellées pour participer à la rédaction d'un livre de cuisine du monde avec le poulet comme ingrédient de base. En effet, «*les recettes de cuisine (…) peuvent aussi être le point de départ de récits de vie, de témoignages et de réflexions. Par son pouvoir évocateur, l'atelier cuisine permet aux participants de se remémorer des situations de vie quotidiennes et de les exprimer. Du point de vue interculturel, les rencontres sont nombreuses, les horizons et les origines se croisent…*» [6].

«Forte de son expérience d'animation d'ateliers de cuisine, Espérance, une de nos formatrices a accepté d'embrayer dans la dynamique de projet lancée et coordonnée avec le CNCD par Muriel Bernard, responsable du service communication de «Lire et Ecrire Bruxelles». Les apprenants de son groupe, bien que maîtrisant l'oral, étaient dans un processus d'apprentissage de la lecture et de l'écriture de niveau 2. Dans un premier temps, les apprenants ont mis en commun leurs connaissances de la recette spécifique du couscous au poulet. Ils les ont exprimées oralement, puis chacun a rédigé sa recette personnelle de manière manuscrite. Ce travail d'expression orale et écrite leur a demandé un travail sur leurs repères espace-temps. En effet, pour dépasser la réalisation instinctive de la recette, ils ont dû rechercher intellectuellement (dans leur tête) les différentes étapes. Il a fallu également réorganiser ces étapes dans le temps et les inscrire dans l'espace limité de la feuille de papier.

Dans un second temps, ils ont été amenés à opérer des choix pour passer à une rédaction collective de la recette (une part de la recette de X, une autre de Y,…). Evidemment, cela ne s'est pas fait en un jour. Tout au long du processus, il y a eu des moments de relance, de corrections. Une fois la recette finalisée, le groupe l'a tapée dans le cadre d'un atelier d'apprentissage de l'outil informatique. Le texte a ensuite été

donné à Muriel qui s'est chargée de toute la partie édition.

Ensuite, Espérance et son groupe ont préparé cette recette pour toute la locale Nord-Est: ce fut l'occasion d'un superbe partage culinaire!
Dès la sortie des premières épreuves de la brochure, Muriel a présenté le document au groupe en expliquant les différentes étapes de la production du document. Par la suite, Espérance a expliqué au groupe le contenu de la brochure: ce qu'étaient le CNCD et l'opération 11.11.11, la dynamique mise en place par l'organisation, la notion de souveraineté alimentaire et le choix de l'aliment «poulet».
Christiane David retient de cette expérience «la nécessité de programmer ce type de projet sur le long terme. En effet, compte tenu des contraintes de temps, il ne fut pas possible pour les apprenants de participer à certaines étapes de la démarche de production, que ce soit comme témoins ou a posteriori par une visite in situ à l'imprimerie ou au CNCD.» Deux apprenants ont néanmoins participé au lancement de la campagne 11.11.11. Par la suite, ils se sont impliqués personnellement en prenant en charge un point de vente des différents produits du CNCD, dont le livre de recettes.

Ce projet se poursuit bien au-delà de la publication: «Actuellement, nous avons le projet de mettre en contact, d'une manière ou d'une autre (mail,…), les apprenants avec les acteurs d'un projet pour lesquels des fonds ont été récoltés. Globalement, ce projet a permis d'initier des dynamiques ici et là-bas. Il a permis de travailler la citoyenneté en partant de sa propre position d'immigré. Les apprenants ont ainsi entamé une réflexion sur les conditions à l'origine du départ ou non en migration. Ils ont pu aussi réfléchir sur leur alimentation et leurs modes de consommation.»

Des pratiques en reflexion

Une journée d'intervention «Alphabétisation et Education permanente» a été organisée avec une équipe multidisciplinaire de Lire et Ecrire Bruxelles: formateurs, employés administratifs (secrétaire, accueillant), assistant social, coordonnatrice pédagogique, directrice de zone. L'objectif était de clarifier la spécificité du travail d'alphabétisation en fidélité aux options d'Education permanente et d'ouvrir un espace vers de «nouveaux possibles». Un détour sur le vécu de sujet-acteur a été privilégié. Les participants se sont exprimés en «je» comme sujet-acteur, autour de leurs centres d'intérêts, des questions qui les habitent dans les espaces où ils sont impliqués, ou encore leurs indignations face à la société. Ensuite, «nous travaillons avec des adultes dont la demande explicite est l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.
Ces adultes arrivent en formation avec une histoire, «la leur», dans leur relation à la lecture et à l'écriture certes, mais aussi comme personne et citoyen-ne. Leurs parcours sont souvent douloureux, les attentes implicites sont plus vastes car les réalités vécues sont souvent envahissantes et sources d'incompréhensions. Dès lors, elles engendrent des besoins de comprendre et de se comprendre, d'intégrer sa propre expérience, mais aussi de découvrir les normes et les codes de la société pour s'y situer en lien avec d'autres.»

Des questions émergent: Qui travaille ces questions? Et que faisons-nous des réalités dévoilées, et qu'en pensons-nous? Qu'est-ce que les chercheurs en disent? Les réalités vécues en matière de logement, d'énergie, de violence et d'abus en tout genre nous apparaissent alors de manière criante. Ces réalités vécues les partageons-nous? ou des proches à nous les vivent-ils? Qui est impliqué et dans quoi? Quel sens et quels liens avec la réalité vécue par les apprenants? Est-ce que cela donne force à nos engagements? Est-ce que cela permet de mobiliser des ressources insoupçonnées au sein de l'équipe?
Est-ce à nous, formateurs, de travailler ces questions? Est-ce à l'assistant social de répondre à chaque problème individuellement? Que faire de cette réalité criante? Comment au sein de la formation collectiviser certains problèmes perçus comme individuels à la base? Que fait-on de cette nouvelle conscience? Dans quels partenariats «Lire et Ecrire» est-il impliqué? Qui peut être relais de ces questions? Où? Dans quelles instances?

La spécificité du cadre de l'Education permanente suscite des craintes et des questions. Si accueillir ce qui fait sens pour l'apprenant, c'est devoir connaître, entre autres, la législation en matière de logement, de santé, alors comment un formateur peut-il tout maîtriser?

Au niveau de l'éthique: ce que l'on réserve à la vie privée et ce que l'on accepte de travailler au sein du groupe d'adultes en formation, la sécurisation du cadre, du respect et des frontières entre vie privée et vie publique.

Comme lieu institutionnel de formation, l'association permet-elle aux apprenants de négocier dans l'espace de formation des sens différents pour chacun?

Cette journée s'est clôturée avec un sentiment d'inachevé, avec encore tant de questions à retravailler… ■

1. Voir sur la situation du secteur, le dossier publié dans le *Journal de l'Alpha* n° 159: L'alphabétisation aujourd'hui, Juillet-août 2007.
2. Pour en savoir plus, voir à ce propos: A.-Ch. DENIS, Le Plan Bruxellois pour l'Alphabétisation, dans *Le Journal de l'Alpha*, n° 159, Juillet-août 2007, p. 46-52.
3. Les propos qui sont la base de cette réflexion ont été recueillis par Nathanaëlle Adam du CIEP de Bruxelles.
4. La présentation de cette expérience est issue d'une interview de Christiane David, directrice de la Locale, par Nicole Tinant.
5. Coupole d'une centaine d'ONG et d'organisations sociales francophones et germanophones de Belgique, le CNCD a pour objectif l'établissement d'un monde où les Etats de droit, suffisamment financés, coopèrent entre eux pour garantir la paix et le respect des droits fondamentaux de chacun.
6. Cuisine du monde, simple comme poulet! Recettes d'ici et d'ailleurs, Ed. Lire et Ecrire et CNCD - 11.11.11, 2007.

La voie des 100 voix ou donner la parole aux sans-voix

PAR SOPHIE COUDOU, COORDINATRICE ALPHA DU CIEP NAMUR ET VIRGINIE DELVAUX, CIEP NAMUR

Parce que l'alphabétisation est au cœur de l'Education permanente, ces jeux de mots ont alors tout leur sens: «La parole des 100 voix», «La parole des sans-voix», «La Parole: Descends, Vois!».

AU DEPART, DES ATELIERS D'ECRITURE

En tant que mouvement d'Education permanente, le CIEP de Namur a développé un projet original «La voix des sans-voix» [1]. Son objectif était de permettre aux personnes ayant des difficultés de lecture et d'écriture d'être de réels acteurs de leur vie, en ce compris dans sa dimension politique. «Après neuf mois de gestation, à l'encre de notre grande multitude et de notre merveilleuse diversité», le recueil de paroles des apprenants a abouti à une édition illustrée autour de la qualité, des qualités et des défauts de la vie. Cette publication réunit des proses politiques, des envolées lyriques, des fables, des chansons, des histoires vraies et fausses, ainsi que des collages entremêlés de mots.

Les élections du 8 octobre 2006 étaient une excellente occasion de sensibiliser les nouveaux élus communaux de la Province de Namur aux réalités de vie des personnes analphabètes, surtout lorsqu'elles en sont elles-mêmes les auteurs. Pour ce faire, dès novembre 2006, cinq ateliers d'écriture ont démarré au sein des différentes antennes alpha du CIEP de la province de Namur (la prison d'Andenne, Ciney, Couvin, le Centre pour réfugiés de Florennes et Namur-ville). En tout, une septantaine d'apprenants se sont engagés dans ce projet. Les publics regroupés étaient très différents en termes de lieu de formation (venant de divers endroits de la Province), de parcours de vie (des détenus, des candidats réfugiés, des chômeurs, des femmes au foyer, etc.), et de réalité de vie (la campagne, la ville, la prison, le centre pour réfugiés).

Les objectifs spécifiques poursuivis par ce projet étaient tout d'abord de favoriser de manière originale la prise de parole des apprenants sur les expériences quotidiennes, la description de leur lieu de vie et la possibilité de rêver autrement cette vie. Ensuite, d'inviter à la mise par écrit de toutes ces perceptions, puis à l'échange sur leurs besoins et au partage avec des interlocuteurs privilégiés, les nouveaux responsables politiques au niveau local.

DES APPRENANTS «CRE-ACTEURS»

Le public a été placé volontairement dans une position de participation active. Soutenus par une seule formatrice, ces apprenants sont devenus des «cré-acteurs» de l'ensemble du projet. Cette formatrice assurait la cohérence du projet, tant au niveau du processus que de la méthode. Les apprenants ont alors été mis dans une démarche de démocratie participative, en s'exprimant de manière créative et originale auprès des nouveaux élus de leur commune. Ainsi, le projet s'est construit dans une optique d'Education permanente qui se voulait résolument artistique et créatrice de lien social.

A la loupe de la methodologie d'action collective

Les étapes essentielles du parcours de cette action ont été analysées au travers d'une grille librement inspirée de la fiche «Méthodologie d'action collective locale avec un groupe» de Christian Boucq et Marc Maesschaelck [2].

1. L'autophotographie des groupes locaux

Dans un premier temps, les cinq groupes ont écrit séparément autour de leur vie quotidienne, de leurs expériences, leurs craintes et leurs besoins. Ces moments ont surtout été ponctués de nombreuses découvertes de l'autre: sa vie et sa pensée.

2. Leur positionnement

En réalisant des exercices sur le vocabulaire et les rimes, les apprenants ont petit à petit fait émerger des valeurs qui sous-tendent leurs expressions, notamment les inégalités et les rapports de domination sont présents dans tous les textes. Leurs pensées ont ensuite été affinées pour mettre en évidence les moteurs de leur écrit, à savoir la solidarité, la morale et les besoins matériels. Ensuite, ils se sont mis à l'écriture collective d'une situation problématique considérée comme essentielle à leurs yeux. La discussion et l'argumentation ont servi d'outils pour dégager une thématique commune. Pour cela, ils se sont enrichis collectivement de leurs expériences réciproques, ont identifié les acteurs et les besoins. Ils ont ensuite élargi leur champ lexical pour exprimer précisément leurs pensées. Les apprenants ont donc passé beaucoup de temps pour cerner le sens de leurs pensées et de leurs paroles, ainsi que pour comprendre les tenants et aboutissants de leurs besoins. Ces moments ont été dynamiques et parfois même assez mouvementés. En effet, quand le sujet nous prend au plus profond de nous-mêmes, pouvoir prendre du recul sur la situation pour

mieux l'appréhender n'est pas chose évidente. À cette production a aussi été associée l'écriture de textes poétiques individuels à partir de quelques mots repris de leur texte commun. Les apprenants ont ainsi appris à jongler avec les synonymes, les homonymes, les rimes et les sons.

Dans cette phase, l'objectif était tout d'abord de permettre l'expression collective et la spécificité individuelle et ensuite d'aborder l'écriture poétique et la sonorité des mots, ainsi que la prose plus classique.

3. Tisser le lien entre tous les groupes

Lorsque l'écriture collective a été finalisée, les projets d'écriture ont été mélangés et répartis dans chacun des cinq points d'ancrage de la province. Chaque groupe a donc découvert les enjeux des autres groupes, leur manière d'envisager la vie, leurs besoins et leurs réalités. Loin d'être simple, ce travail a oscillé entre moments de compréhension et d'incompréhension, mais aussi entre questionnement et empathie. En effet, la qualité de la vie est perçue de manière différente selon son milieu de vie et ses origines socioculturelles. Mais toujours elle passe par la rencontre de besoins élémentaires et par le respect de la dignité des autres. Ce projet d'écriture a également permis aux groupes de se sentir (ré)unis: en effet, leurs paroles reflètent «la voix des pauvres, des inadaptés. De ceux qu'on généralise, qu'on ridiculise». Les groupes ont alors décidé d'illustrer de manière artistique leurs paroles, en s'appuyant sur la technique du collage avec des magazines des années cinquante.

La richesse de ce travail réside essentiellement dans le fait que les groupes ont choisi de mettre en lumière des textes politiques qu'ils n'avaient pas écrits. Cela a donné lieu à un mélange de mots qui a eu des répercussions positives tant sur le projet que pour le groupe: plus de consistance au projet, reconnaissance de l'existence d'un seul groupe et soutien collectif à l'ensemble du projet.

4. L'élaboration de l'action

Après l'écriture collective et individuelle et l'illustration, les apprenants se sont concentrés sur la phase de diffusion à l'extérieur, avec la publication du recueil et l'expression d'une parole publique. A ce stade, ils se sont impliqués activement dans la sélection des textes et le travail de mise en page du livre. Ils ont aussi travaillé la prise de parole publique par la narration, l'expression, la mémoire, en s'appuyant sur la mise en scène et la musique.

5. La richesse d'une parole publique

Souvent le public analphabète éprouve des difficultés à communiquer avec l'extérieur sur son vécu. Chaque groupe d'apprenants s'est alors choisi un nom: Le collectif des insoumis, Le collectif «Si on», Le collectif de vie et de présence, Le collectif des gens alertes et Le collectif des Couvinois en folie. Cette identification collective a permis de visibiliser leur existence, et de fournir un dénominateur commun à leurs revendications. Par la richesse et les diversités en termes de publics et de lieux de vie, ce travail a offert aux apprenants de multiples occasions de vivre l'expérience d'une mise en réseau autour d'un projet commun. Au fur et à mesure de l'avancement du projet, nous nous sommes rendu compte de l'importance d'une action publique, qui a pris la forme d'une lecture publique par les apprenants.

Ca représente un petit peu de ma vie, quand j'étais petite fille, les oliviers, les plants de tomates, les vignes pour faire le vin, la musique populaire des fêtes de mon village, les balades en montagnes en famille, mon âne, et Saint-Antoine le patron du village de Vinco où je suis née. (Anna)

Cette dernière avait de nombreux avantages: mettre en valeur leur travail d'écriture, donner une dimension culturelle à un projet social, favoriser la rencontre et le dialogue entre les apprenants des différents lieux de formation et permettre le dialogue entre les apprenants et les élus locaux dans le cadre d'une sensibilisation sur leur vécu spécifique.

«Vous m'avez déjà pris la tête, ma personnalité, ma liberté, ma dignité, mon honneur, ma confiance, mes projets de vie, mes convictions, mes responsabilités, l'amour de ma famille, mon entrain de vie, mes capacités, mes affaires personnelles, mes empreintes, mon ADN… Mais vous n'aurez pas mon courage, mon savoir, mon esprit, mon espérance, mon cœur, ma pensée, ma liberté de penser, ma face, mon respect, ma femme, mes gosses, mes différences, mon idéal, mes choses chères. Moi-même.»

Extrait du recueil «La Voix des 100 voix», qui est actuellement epuise. Pour informations, contacter Sophie Coudou au 081/830.519 ou sophie.coudou@lilon.be

En effet, l'accès à la Culture pour les personnes analphabètes leur pose très souvent problème, notamment en raison de leur méconnaissance de la langue écrite ou même orale, de leur milieu d'origine-souvent populaire-, qui les a rarement mis en contact avec le monde culturel. En plus des enjeux sociaux et politiques, cette lecture publique a eu des retombées culturelles positives pour les apprenants: être en contact et se familiariser avec un haut lieu de la Culture, comme le Théâtre de Namur, réaliser une performance «théâtralisée», se rendre compte de leur possibilité d'accéder à la Culture et même d'en faire partie! Les apprenants ont également eu l'occasion d'être en contact avec des écrits d'auteurs et ainsi de découvrir un autre usage de la langue française. Le recueil des textes est devenu un véritable objet culturel et artistique.

Un pont entre acteurs de la societe et apprenants

Face au travail réalisé, les participants ont ressenti une certaine fierté «d'avoir osé faire» et d'être reconnus, par l'ensemble des acteurs de la communauté (le monde politique et associatif, la presse, les autres apprenants, leur famille, etc…), comme des interlocuteurs privilégiés de leur propre existence. Le projet a aussi permis à plus d'un apprenant de reprendre confiance en lui et de croire en ses compétences.

Malheureusement, les représentants des 38 communes qui avaient été invités, étaient peu présents au Théâtre de Namur pour la fête de clôture, en juin 2007. Ce manque d'implication des communes dans cette problématique est révélateur de la non-reconnaissance du public analphabète comme citoyen à part entière. Face à ce constat, les Bourgmestres ont été réinterpellés et invités à une rencontre singulière avec les collectifs de leur commune, qui devrait permettre de sortir des préjugés réciproques: d'un côté, les personnes analphabètes représentent un phénomène marginal, elles ne sont pas intéressées par la chose publique et ont peu de projets de société; de l'autre, les politiciens sont avides de pouvoir, d'argent et n'ont pas conscience des réalités des citoyens.

Ce travail a permis de révéler la parole de 100 voix, qui, jusque-là, n'avaient pas de voix, d'ouvrir de nombreuses portes et d'impulser de nouveaux projets. Les apprenants sont de plus en plus demandeurs de poursuivre dans cette dynamique et de se faire entendre: aller plus loin, aller ensemble, aller pour et susciter des changements: c'est bien cela le sens de l'Education permanente! ■

1. «La voix des sans-voix» a été sélectionné et soutenu par le Fonds de La Poste pour l'alphabétisation, du Fonds Van Quickenborne et le Ministère de la culture de la Communauté française.
2. Cette fiche est accessible sur http://perso.cpdr.ucl.ac.be/maesschalck/Actioncolloc.pdf et sur le site ciep www.ciep.be

1, 2, 3,... en avant pour la participation...

PAR SAMUEL THIRION,
CIEP HAINAUT CENTRE

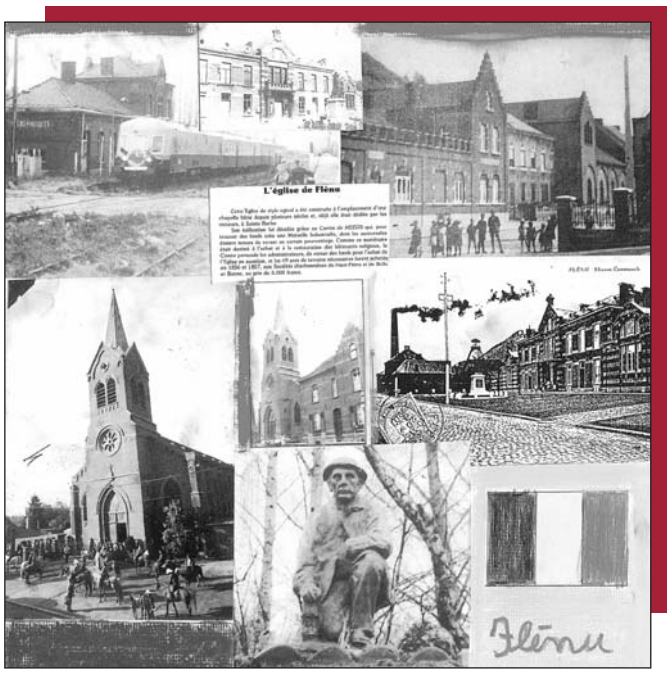
La participation citoyenne peut prendre différentes formes, emprunter des chemins différents et des manières de faire variées. Quelque soient les acteurs impliqués, elle est porteuse des mêmes préoccupations. C'est un processus qui doit obligatoirement être développé selon une méthodologie et avec des objectifs précis. Elle s'inscrit dans un cadre où le processus démocratique doit impérativement être garanti.

Depuis plusieurs années, le CIEP Hainaut Centre développe des actions en alphabétisation (sur cinq niveaux) et en français langue étrangère (de trois niveaux différents). Une centaine d'apprenants fréquentent les formations en alphabétisation, organisées dans le cadre de l'Education permanente, avec des formateurs bénévoles. Récemment, le CIEP Hainaut Centre a lancé des formations en insertion socioprofessionnelle dans le cadre des appels à projet du PST3 et du Plan d'accompagnement des chômeurs.

Trois expériences menées dans ce secteur ont été choisies pour illustrer les préoccupations et les processus d'action mis en place autour de la participation [1]. Elles montrent sur trois niveaux les formes que peut recouvrir la participation. Ces trois niveaux sont tout d'abord, la question de la procédure (comment organiser la participation?), ensuite, le débat autour de la formation et la place des apprenants dans ce contexte et enfin, les clés d'analyse pour pouvoir se situer comme «acteur de».

AUTOUR DE «TA CULTURE»

«Participer à» implique la mise en place de procédure et un minimum d'organisation pour s'assurer la participation de tous. C'est ce que le CIEP a développé avec l'organisation de l'exposition «Ta culture au carré» qui a été inaugurée le 20 juin 2007. En effet, chaque année en juin, le CIEP clôture traditionnellement la fin des formations par un moment festif prônant une ouverture et une découverte d'autres cultures. Cette année, un groupe de préparation composé d'apprenants venant de chacun des groupes est mis en place pour recueillir les propositions d'idées, les transmettre au CIEP et pour collaborer à la réalisation de cet événement. Cette démarche de réflexion a abouti à la réalisation d'une exposition autour du thème de la culture. Toutes ces réflexions ont permis de faire émerger une définition commune de la Culture. La Culture est tout ce qui fait que je suis moi, issu d'un pays, d'un continent; c'est aussi mon passé et mon présent, mon histoire, mon parcours de vie; c'est ce que j'aime, mes coutumes et mes traditions. Cette étape était nécessaire pour concevoir avec des apprenants une exposition sur ce thème. Ensuite, les consignes ont été données pour la réalisation des carrés, formes géométriques sur



(Linda)

lesquels chaque participant mettait en scène les différentes facettes de sa culture, en représentant avec des mots, des jeux de photos découpées et de dessins, la culture de son pays d'origine.
La difficulté était de symboliser et représenter sa culture dans un carré de 30 x 30 cm. Chaque participant a eu l'occasion de recourir à d'autres formes d'expression artistique: collages, dessins, poésies… Les carrés mis côte à côte ont formé un ensemble cohérent et continu symbolisant ainsi la richesse et la diversité culturelles de l'ensemble du groupe. Ce travail a donné lieu à l'exposition «Ta culture au carré», dont certaines photos illustrent ce n° de l'&.
Le processus et la réalisation de ce projet ont été évalués avec le groupe porteur. Par le biais de l'expérience, les membres du groupe ont découvert l'intérêt de la mise à plat des procédures de consultation des différents groupes d'apprenants et le processus de prises de décision nécessaire à la mise en route d'une action collective, où chaque participant se sent en adéquation avec ses propres objectifs et ceux du groupe.

A L'ECOUTE DE LA PARTICIPATION

La Commission Consultative sous-régionale du Comité subrégional de l'emploi et de la formation (CCSR) de Mons a choisi de travailler selon des axes précis, dont un s'est centré sur l'écoute et la participation. La CCSR est une instance qui a notamment pour objectif d'apporter un soutien au développement des pratiques de participation sur la zone de Mons et du Borinage. Son action s'est dès lors focalisée sur la création d'un groupe entre les différents opérateurs de formation de la région de Mons, groupe auquel ont été associés les stagiaires et les apprenants des différents dispositifs de formation afin de récolter et de mieux prendre en compte leurs réalités face aux mécanismes d'insertions mis en place.
Le CIEP fait partie de ces opérateurs et bénéficie dès lors du soutien du Centre de Ressources éducatives pour l'action sociale de l'Université Mons-Hainaut (CREAS). En effet, depuis plusieurs mois, le CIEP mène une réflexion pour lancer une Commission participation. L'initiative de la CCSR a rencontré au bon moment une des préoccupations du CIEP. Le CREAS propose aussi une vaste palette d'activités de formation continue et de soutien méthodologique. Il accompagne le CIEP pour aboutir à la création d'une Commission Participation, avec un rôle d'accompagnateur des projets de participation pour le secteur.
La finalité poursuivie par le CIEP est de renforcer la construction de projets communs englobant les aspects de la formation tant au niveau pédagogique qu'au niveau gestionnaire.

Développée dans le même esprit que les CRI de l'ISCO, cette commission participative est un espace de rencontre entre les formateurs, les apprenants et le CIEP. Elle dispose de moyens pour renforcer essentiellement les aspects d'engagement et d'émancipation au niveau de la construction et de la réalisation collectives de projets. En bout de course, on pourra envisager aussi la participation des membres de la Commission participation du CIEP au groupe crée par la CCRS

Plusieurs moments de rencontres entre les différents acteurs (apprenants, formateurs et animateurs CIEP) sont nécessaires pour aboutir à la création de cette Commission. Concrètement, chaque pôle d'acteurs qui travaille avec le CREAS doit déterminer les balises qu'il estime nécessaires au bon fonctionnement de cette Commission. A titre d'exemples, on peut pointer quelques balises indispensables: assurer la représentativité des différents groupes et de chaque type d'acteurs, les types de mandats octroyés; lister les éléments sur lesquels la commission peut agir; établir les modalités de fonctionnement des réunions.

Par la suite, la mise en commun des différentes balises définies par chaque groupe représente un passage obligé vers une uniformatisation et une collectivisation des balises de la Commission. Cette étape est réalisée grâce à un système de représentation et de consultation des trois pôles. Cette expérience vise à transformer les rapports entre les trois acteurs dans un échange institutionnel, où chacun sort de son individualité pour faire référence au groupe et pour être représentant au sein de cette Commission. L'expéraience se poursuit actuellement.

Echangeons autour de l'ecole…

La participation avec les différents groupes du secteur d'alphabétisation spécifiquement peut aussi être illustré par le projet d'échanges d'expériences autour de l'école, lancé par le CIEP. En effet, nous sommes partis du constat qu'une des préoccupations majeures et même un enjeu de l'engagement dans le processus de formation des apprenants est leur rôle en tant que parent, notamment en relation avec la scolarité de leurs enfants. De plus, les parents de milieux populaires et d'origine étrangère n'arrivent pas aisément à prendre une place au sein de l'institution scolaire. En cause notamment, une réelle incompréhension du fonctionnement institutionnel et une méconnaissance du rôle à avoir auprès de l'école, auxquels s'ajoutent des difficultés de communication avec les enseignants et des possibilités de suivre leurs enfants dans leur apprentissage. Depuis 2007, sous forme de rencontres, un espace d'échanges d'expériences a été créé au sujet de l'école. Cet espace se veut avant tout un lieu collectif de réappropriation du champ scolaire avec l'apport et l'échange d'expériences entre les participants, avec in fine une analyse et un décryptage des enjeux qui se jouent au sein du milieu scolaire, en termes de reproduction, d'inégalités et d'exclusion sociale.

La participation a la rencontre de l'egalite et solidarite

Ces trois expériences avec la participation comme cœur d'actions collectives avec un public alpha mettent en évidence des valeurs d'égalité et de solidarité, illustrent aussi l'intérêt du processus particulier de l'Education permanente. En effet, c'est dans les relations aux autres et dans les rencontres avec les personnes dans leurs vécus, leurs difficultés et leurs aspirations que prennent corps ces valeurs. L'égalité peut être considérée comme une valeur fondatrice, mais seule, elle ne suffit pas. Elle doit donc être confrontée au quotidien avec nos pratiques pour qu'elle ne soit plus uniquement une valeur «incantatoire», mais bien un précepte réellement incarné dans des parcours de vie et des actions de changement social. ■

1. Un numéro spécial du Journal de l'Alpha est consacré à la participation des apprenants. (Participation des apprenants, dans *Journal de l'Alpha*, n° 153, juin-Juillet 2006.)

Trimer pour des prunes! PENSIONS-Y!

La campagne de Vie féminine «Trimer pour des prunes! Pensions-y!» part du constat que les inégalités de revenus entre les femmes et les hommes s'accentuent encore plus avec les pensions. En effet, une des caractéristiques des pensions de retraite des femmes réside dans leur faible montant. En effet, si l'écart moyen entre le salaire des hommes et celui des femmes est encore de 18% aujourd'hui, la différence entre les pensions des hommes et celles des femmes est, elle, de 30%! Ce qui représente des prunes en guise de pension pour les femmes, qui se traduit par une autonomie limitée et un risque accru de précarité.

La situation professionnelle de nombreuses femmes aujourd'hui peut se résumer par emploi précaire ou précarisé car jugé moins important au sein du couple, temps partiel piégeant et le plus souvent contraignant, arrêt quasi obligatoire pour les enfants, difficultés de garde, charge de la sphère privée. Les écueils sont nombreux quand le modèle sur lequel se base le système des pensions est celui d'une carrière de 45 années à temps plein.

Pour changer cette situation, Vie féminine lance une campagne de sensibilisation et d'information «Pensions-y» pour agir auprès des femmes de tout âge, pour les inciter à s'informer, à questionner leurs «choix professionnels», interroger le système socio-économique belge et faire avancer des revendications collectives pour plus d'égalité entre les sexes. ■

Des analyses, des outils d'information et des affichettes de sensibilisation sont mis a la disposition de tous et toutes.
Interesse-e par cette campagne, contactez Vie feminine au 02/227.13.00 www.viefeminine.be

Des belles cartes de vœux pour plus de justice sociale

A la veille des fêtes de fin d'année, il est encore temps de penser à l'envoi de vos vœux. Et pourquoi pas avec le cachet campagne du CIEP «Services tout public: des garanties XXL RECOMMANDEES!»

Choisir les cartes de Solidarité Mondiale feront de vous des citoyens solidaires parce que les bénéfices de la vente sont intégralement affectés aux projets de nos partenaires dans le Sud (Amérique latine, Asie et Afrique). ■

solidarité mondiale
ensemble contre l'injustice sociale

PRIX: 5,00 POUR LE SET DE 5 CARTES DIFFERENTES (AVEC ENVELOPPES).
POUR EN COMMANDER: 02/246.38.81, FAX AU 02/246.38.85 OU SOLIDARITE.MONDIALE@SOLMOND.BE

Abandonner «le tout à la voiture»

DEMONTRER 12 IDEES RECUES SUR LA VOITURE

«Sans voiture, pas de vie sociale ni culturelle» «Commerce, voiture et parking, indissociables» «En voiture, je suis en sécurité» «La voiture, LA solution» «Les transports en commun: mauvais rapport qualité/prix» «Ma voiture, ma liberté»

Pour déconstruire les nombreuses idées reçues concernant l'usage de la voiture, les cellules mobilité de la CSC et de la FGTB wallonnes et Inter-Environnement ont publié une brochure de sensibilisation. Le but n'est pas de prôner l'abandon de la voiture au profit du vélo ou de l'usage exclusif des transports en commun. Par contre, la brochure «Douze idées reçues sur la voiture» fournit des informations fiables en vue de réaliser une analyse plus objective et pertinente des besoins en termes de mobilité pour chacun. Elle s'adresse à tous ceux qui sont convaincus de la nécessité d'adopter un mode de déplacement solidaire des générations présentes et futures. ■

ELLE EST DISPONIBLE EN VERSION PAPIER AU 02/246.34.95, PAR MAIL: BVELLANDE@ACV-CSC.BE ET TELECHARGEE SUR WWW.CSC-EN-LIGNE.BE

Participez à la démocratie au travail!

Du 5 au 18 mai prochains, les élections sociales auront lieu dans près de 6.000 entreprises, pour élire les représentant-e-s des travailleurs au conseil d'entreprise (CE) et au comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT). Pour garantir la démocratie sociale dans les entreprises, la désignation des délégués-e-s est un maillon essentiel dans la disposition de concertation sociale. Ces deux organes se composent à part égale de représentants de l'employeur et des travailleurs. Les représentant-e-s du personnel sont élu-e-s pour un mandat de quatre ans sur des listes déposées par les syndicats présents dans l' entreprise.
Les missions du délégué sont surtout de suivre de près les conditions de travail et de rémunération, être attentif à la sécurité au travail, être à l'écoute des remarques et questions des collègues et participer à la recherche de solutions.
Les candidat-e-s ne doivent pas être des superhéros, mais doivent, par contre, être solidaires, constructifs et responsables: prêt-e-s au dialogue, être reconnu-e-s pour leurs compétences professionnelles et désireux-ses de participer activement à la vie de l'entreprise.

Les objectifs? Entre autres, améliorer les conditions de travail et la sécurité au travail, accroître les possibilités de formation et permettre de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Et aussi promouvoir l'emploi dans l'entreprise, obtenir de meilleurs salaires, faire progresser l'égalité entre femmes et hommes… Autant de points forts du programme de la CSC. ■

ET POURQUOI PAS VOUS?
UNE LIGNE VERTE EST OUVERTE A L'OCCASION PAR LA CSC: 078/150.155
WWW.DEVENEZCANDIDATCSC.BE

L'ISCO en 2006-2007

PAR ANNE SCHEUNE,
DIRECTRICE DU CIEP-ISCO

QUOI DE NEUF A L'ISCO?

De manière globale, une nette diminution du nombre de groupes est observée entre l'année 2006-2007 et la rentrée de cette année. Ainsi, en 2006-2007, 20 groupes étaient en formation et représentaient un total de 333 étudiants. Par contre, en 2007-2008, seuls 14 groupes sont encore en formation pour un total de 222 étudiants.
Ici, l'intérêt des régions, des organisations, des étudiants et des formateurs n'est nullement remis en cause pour le projet ISCO au seuil de sa 45ème année. **La diminution du nombre de groupes résulte du choix délibéré posé par l'institution en juin 2006 de remettre le projet ISCO sur le métier et de travailler à sa refonte, afin d'être plus en adéquation avec le contexte actuel de la formation.**

Un fameux coup d'accélérateur a été donné à ce travail de relifting de l'ISCO en juillet 2006, avec la réduction drastique du droit au Congé Education payé pour toute personne entamant une formation après le 30 juin 2007. A ce propos, nous saluons encore la bataille menée et gagnée par le mouvement ouvrier pour que des mesures transitoires soient accordées aux étudiants en cours de formation. En effet, à l'origine, l'Arrêté prévoyait l'application des nouvelles dispositions pour tous à partir de septembre 2006! ■

1. Extrait du Rapport d'activités présenté au CGI le 23 octobre 2007.

SITUATION EN CHIFFRES [1]

	Groupes ISCO 2006 - 2007				Rentrée 2007		
Région	Jour	Année	Filière (F) Option (O)	Nbre d'étud.*	Année	Filière (F) Option (O)	Nbre d'étud.*
BRABANT WALLON							
Nivelles	Mardi	2ème	F: Action Coll.	11	3ème	F: Action Coll.	10
Ottignies	Vendredi	3ème	F: Fem & Démoc.	6			
BRUXELLES							
Bruxelles	Vendredi	1ère	F: Santé autonomie	12	2ème	F: Santé Autonomie	10
Bruxelles	Jeudi	2ème	F: Général	14	3ème	F: Général	13
Bruxelles	Mardi	3ème	F: Animation et Gestion de projet BAGIC	8			
CHARLEROI - THUIN							
Charleroi	Lundi	2ème	F: Anim. Gestion	14	3ème	F: Anim. Gestion	14
Charleroi	Mercredi	2ème	F: Anim. Gestion	11	3ème	F: Anim. Gestion	7
Charleroi	Mardi	1ère	F: Anim. Gestion	18	2ème	F: Anim. Gestion	12
LIEGE							
Liège	Lundi	3ème (fin)	F: Anim-gestion	11			
LUXEMBOURG							
Bastogne	Jeudi	2ème	F: Général	17	3ème	F: Général	16
Virton	Jeudi	1ère	F: Général	12	2ème	F: Général	12
NAMUR							
Namur	Vendredi	A.O.	F: Général	18	1ère	F: Général	10
VERVIERS							
Verviers	Mardi	3ème (fin)	ISCO Genre	7			
INTERREGIONAL							
	Lundi	3ème	F: Act. Collective	32			
	Lundi	2ème	F: Act. Collective	26	3ème	F: Act. Collective	20
	Lundi	1ère	F: Act. Collective	31	2ème	F: Act. Collective	26
	Lundi	A.O.	F: Act. Collective	31	1ère	F: Act. Collective	25
	Lundi	A.O.	F: Act. Collective	40	A.O.	F°: Act Collective	38
VHS							
Robertville	Mardi	3ème	F: Féministe	6	/	/	/
Eupen	Lundi	A.O.	F: Général	18	1ère	F: Général	19

* = en début d'année

A 45 ans, l'ISCO s'offre un lifting en profondeur…

PAR ANNE SCHEUNE,
DIRECTRICE DU CIEP-ISCO

L'Institut Supérieur de Culture Ouvrière (ISCO) va fêter d'ici peu son 45e anniversaire! Voué depuis 1962 à la formation socio-politique et à la promotion culturelle des travailleurs et des cadres des organisations du MOC, l'ISCO poursuit des missions inchangées, mais dans un contexte sociologique, économique, politique, idéologique et légal qui s'est fortement éloigné de son contexte de naissance. Hormis quelques adaptations circonstanciées, l'ISCO n'a pas subi de modifications fondamentalement importantes, tant d'un point de vue organisationnel qu'en termes d'offres de formation et d'adaptation à ses nouveaux publics. Face à ce contexte, un sentiment assez largement partagé révèle une inadéquation croissante entre le fonctionnement actuel de l'ISCO et son contexte réel.

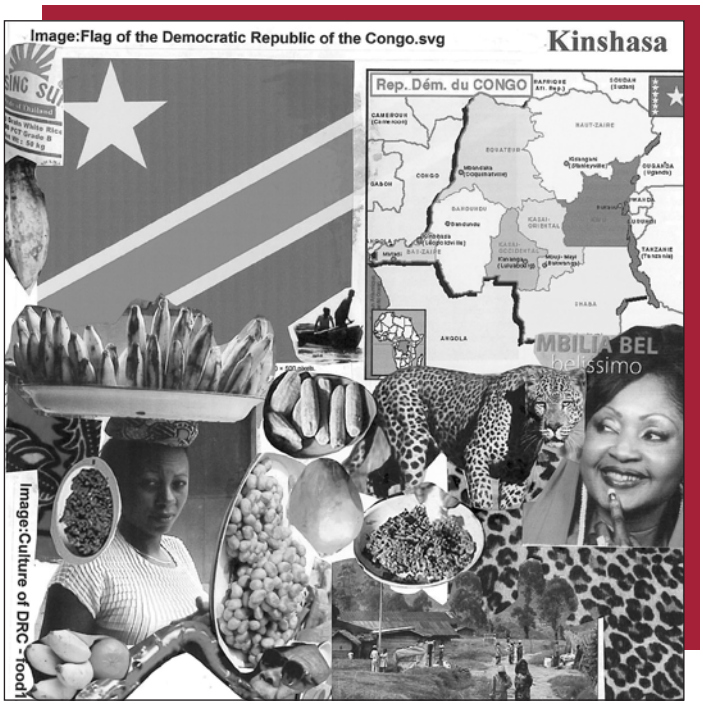
QUAND LE CONTEXTE DE LA FORMATION EVOLUE…

Initialement pensé comme Institut de formation des cadres des organisations dans un contexte de mobilité et de promotion professionnelles interne au MOC, l'ISCO constituait souvent un passage obligé pour de nombreux travailleurs-ses du Mouvement. Cette logique de recrutement et de «mobilité ascendante» interne s'est, pour une bonne part, estompée, notamment sous l'effet de la professionnalisation des tâches et de la spécialisation des services. L'ISCO est considéré, à l'heure actuelle, plus comme une école de formation travailleurs/militants engagés qu'une école de formation des professionnels du Mouvement.

De même, la **«crise de la militance»** qui affecte aussi le Mouvement, ne facilite pas le recrutement d'étudiants. Il en découle une multiplication et une réorientation des campagnes de recrutement vers «des militants engagés dans l'associatif au sens large», qui sont déjà fortement sollicités par d'autres offres variées de formations pour adultes et avec lesquelles nous entrons directement en concurrence. Cette situation favorise évidemment le zapping et le manque de fiabilité (durabilité?) de certaines inscriptions à l'ISCO.

C'est dans un **contexte économique** de quasi-plein emploi et de stabilité professionnelle que l'ISCO a été créé et s'est développé. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. En effet, une majorité d'adultes en quête de formation cherche actuellement des cursus relativement courts, qualifiants et permettant d'accéder à l'emploi ou de se réorienter professionnellement.

La non-reconnaissance officielle (par le Ministère de l'Enseignement de la Communauté française) du Graduat en sciences sociales du travail délivré par l'ISCO constitue en ce sens un obstacle majeur à l'inscription d'étudiant-e-s et une difficulté pour les recruter. De plus, **la reconfiguration générale de l'organisation et des titres de l'Enseignement supérieur et uni-**

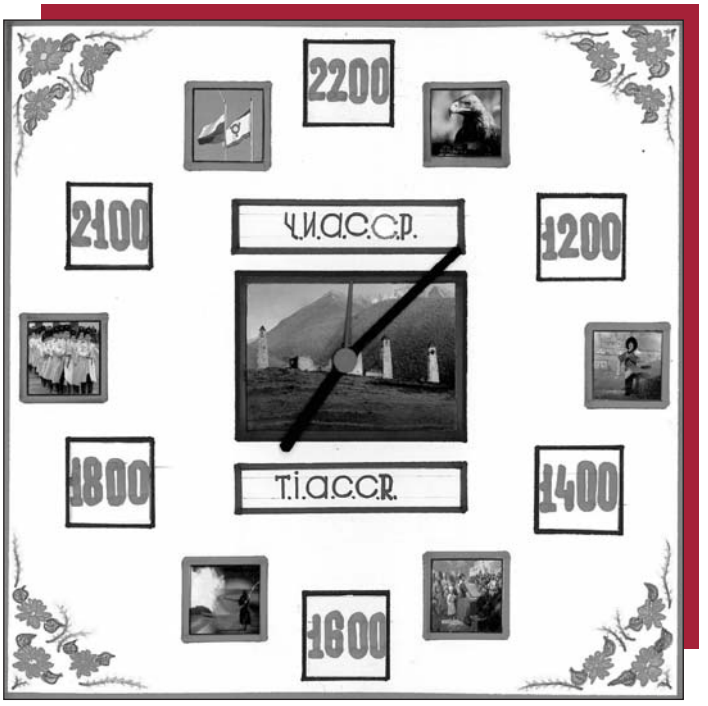


Le drapeau du Congo, une dame qui porte des bananes sur sa tête, ça me rappelle des souvenirs. Les petits beignets de farines que l'on confectionne en famille, les bananes plantain cuites sur le feu, beignet dame qui vend des bananes, des oranges, le saka-saka, feuilles de manioc. La chanteuse populaire Mbilia BELL. Mon village Ombanza Ngungu (bas Congo) et le fleuve Congo. (Florence)

versitaire dans le cadre du **«décret Bologne»** risque, à très court terme, non seulement de dévaloriser le titre du «diplôme» délivré (le titre de graduat étant appelé à disparaître), mais également d'isoler totalement l'ISCO par rapport aux autres filières d'enseignement supérieur et universitaire, le cantonnant dans une sorte de «no man's land académique» qui risque évidemment de renforcer à la fois son manque de visibilité, de lisibilité et d'attrait.
Certaines **mutations sociologiques** touchant notamment la structure familiale, les parcours et les carrières professionnelles des étudiants-es, affectent également en profondeur le fonctionnement actuel de l'ISCO et participent à la fois aux difficultés de recrutement et l'importance des abandons. Désormais, il est de plus en plus difficile de s'engager à poursuivre à un rythme soutenu une formation de trois années et demie quand les incertitudes relatives notamment à l'emploi, aux revenus, aux charges familiales et au lieu d'habitat sont quotidiennes.

Pour faire caricatural, l'ISCO a été initialement créé comme Institut de formation pour des travailleurs masculins, employés à temps plein, assurés de leur avenir professionnel et familial et déjà fortement insérés dans les réseaux de socialisation et de militance des organisations sociales chrétiennes. Actuellement, notre public est à des années lumières de celui-là, même s'il s'agit toujours de personnes engagées dans l'action sociale et culturelle. Il s'agit aussi de femmes isolées avec enfants, de travailleurs précarisés, d'intérimaires, de bénéficiaires de revenus d'intégration, de sans-papiers,… Pour ces nouvelles catégories d'étudiants, la structuration actuelle de l'ISCO pose souvent problème.

Enfin, **la réforme actuelle de l'octroi du Congé Education payé** frappe durement l'offre de formation actuelle de l'ISCO. Près de 80% des étudiant-e-s utilisent actuellement ce droit pour suivre leur formation à hauteur de 180 heures de libération par an, ce qui couvre grosso modo la totalité de leurs heures de formation. Si l'on s'en tient aux prescrits de l'Arrêté royal, près de 4 étudiant-e-s sur 5 devront à l'avenir prendre près d'un jour sur deux de congé pour suivre la formation ISCO… Dans cette situation, il y a peu de chance que l'ISCO puisse continuer à fonctionner sans adaptations conséquentes, au risque de perdre une très grande majorité de ses étudiant-e-s.



C'est mon pays, avant la guerre. L'horloge c'est le temps qui passe et celui qui est passé. La guerre, la prison, la violence… Pour le futur, j'aimerai que la Tchétchénie et la Russie redeviennent amis. (Salah).

sommes associés avec la promotion sociale pour obtenir une certification de notre formation. Nous travaillons également de concert avec les Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix de Namur, la FOPES de l'UCL et quelques Hautes Ecoles pour une reconnaissance de la formation avec l'objectif d'établir des passerelles vers ces institutions. ■

Un nouveau produit de formation plus modulaire

Moments d'entrée possibles

Formation «en amont» 1 an	Formation supérieure de culture ouvrière 2 ans	«Prolongement logique» 1 an

Moments de sortie possibles

Aussi avec des reconnaissances differentes

A l'heure actuelle, plusieurs pistes sont travaillées pour obtenir la reconnaissance du diplôme de l'ISCO. Tout d'abord, nous nous

Nous ne manquerons pas de vous tenir informes de l'etat de nos travaux d'Hercule et de nos avancees dans les prochains numeros de l'Esperluette. Notre objectif etant de lancer les premiers ISCO «nouveau module» des septembre 2008!

SERVICES TOUT PUBLIC : DES GARANTIES XXL RECOMMANDEES !

Pour que le train des libéralisations *ne laisse personne sur le quai*

Comme nous l'analysions dans le dernier n° de l'&, l'Europe vient de libéraliser le service postal pour les courriers de moins de 50 grammes, et cela après les télécommunications, le rail, le gaz et l'électricité. Cette vague de libéralisation répond à la règle qui voudrait que la concurrence permette un meilleur service, à moindre prix, pour un meilleur développement économique. Est-ce si simple? Face aux doutes et aux dangers de la privatisation de divers secteurs considérés jusqu'ici comme services publics, le CIEP lance une campagne d'information et de sensibilisation destinée au grand public, avec «services tout public: des garanties XXL recommandées» comme slogan à apposer sur un maximum d'envois postaux.

On constate parfois que, dans les pays qui ont déjà privatisé leur système postal, le service s'accélère et que certains usagers «privilégiés» bénéficient de tarifs allégés, on y remarque aussi d'importantes pertes d'emplois (30.000 en Angleterre), des tarifs inégaux entre les usagers (augmentation des prix de 95 % pour les particuliers en Suède, contre une baisse de 50 % pour les entreprises), la diminution de la qualité et des conditions de travail (distribution du courrier par des femmes au foyer payées à bas prix aux Pays-Bas), sans parler de la complexification des services et des dégradations de l'environnement. Il s'agit, dès lors, de pointer les dangers de libéralisations sauvages et l'importance pour nos gouvernements d'imposer des garanties en faveur de services accessibles, universels, réalisés par des travailleurs en nombre, dans des conditions correctes et respectueuses de l'environnement. En effet, les jeux ne sont pas faits car la libéralisation reste partiellement tributaire de choix politiques nationaux. Le prochain gouvernement devra ainsi décider des règles qui «encadreront» l'ouverture du marché postal.
Nous réclamons des règles qui préservent la qualité du service, de l'emploi et de l'environnement. En outre, nous souhaitons que les effets de ces libéralisations soient contrôlés et évalués avec les usagers et les travailleurs concernés.

Une campagne «prioritaire»

Même s'il est trop tard pour arrêter le train des libéralisations, le CIEP a décidé de sensibiliser ses voyageurs. Une campagne d'information et de formation se déroulera dans toutes les régions de la Communauté française jusqu'au 31 décembre 2007. Elle s'adressera au grand public, par le biais de 23.000 courriers «prioritaires» et de cachets qui oblitéreront tous les envois postaux du Mouvement, et aux militants des organisations du MOC via 3.000 dossiers pédagogiques.

Pour le MOC et le CIEP, le train des libéralisations ne doit laisser personne à quai. C'est pourquoi des garanties extra larges pour tous sont demandées. Des actions seront menées en novembre et en décembre dans chaque région. ■

Des actions pour des services publics de qualite, accessibles a tous

Ensemble revendiquons des services publics au service des citoyens-nes et demandons à la Commission européenne de proposer une législation européenne adéquate. Signons donc les pétitions et ensemble réfléchissons aux solidarités et résistances possibles:

- La pétition de la CES: www.petitionpublicservice.eu
- Des outils, des documents d'information, des tracts de sensibilisation et le calendrier des actions régionales sont disponibles sur www.ciep.be (rubrique: «Campagne»)
  Pour info: 02/246.38.41

Promotion de la déMOCratie en Namurois

PAR VIRGINIE DELVAUX,
PERMANENTE CIEP NAMUR

Depuis plus d'un an maintenant, les organisations du MOC se sont associées en province de Namur avec le CIEP pour approfondir la démocratie et la lutte contre l'extrême-droite au niveau local. De fait, le travail autour des élections et les résultats des élections communales les ont incités à s'interroger sur les raisons d'un vote extrémiste et intégrer ce questionnement à leur lutte, en travaillant à la réaffirmation de la démocratie.
Après des moments d'échanges et de débats, nourris de l'apport de personnes ressources, trois objectifs d'action ont été dégagés autour de la démocratie: sensibiliser - outiller - donner la parole.

SENSIBILISONS LE GRAND PUBLIC!

Au départ, un constat: la démocratie n'est jamais totalement acquise et reste donc un combat quotidien, puisant sa seule légitimité dans l'implication politique active des citoyens. Comme mouvement social travaillant dans une dynamique d'action collective, les organisations du MOC participent activement à cette entreprise d'innovation et d'approfondissement de la démocratie et ainsi de la justice sociale… parce que **«La déMOCratie, Y a pas mieux!»**.
Sous ce slogan positif, cette campagne large public s'est déclinée, dès mai 2007, selon des axes différents en fonction des organisations: «Pour les femmes…», «Pour l'accès aux soins de santé…», «Pour croire aux jeunes…», «Pour un emploi de qualité pour tous…», «Pour la solidarité… La déMOCratie, Y a pas mieux!».

L'objectif était de rappeler à tous, sans exclusion, ni discrimination, que la démocratie est un idéal universellement reconnu et un objectif fondé sur des valeurs communes à tous les peuples. Droit fondamental du citoyen, elle doit être exercée dans des conditions de liberté, d'égalité, de transparence et de responsabilité, dans le respect de la pluralité des opinions et dans l'intérêt commun.
Affiches, tracts dans divers lieux publics, conférence de presse et contacts associatifs ont été utilisés pour mobiliser et sensibiliser à ces enjeux tous les Namurois.

OUTILLONS NOS MILITANTS!

Pour les organisations du MOC, l'essentiel dans la démocratie est la démocratie participative qui devrait être valorisée davantage. Cette participation prend souvent le visage du mandat. Être mandaté par une organisation dans un lieu d'action pour porter des revendications politiques est essentiel.
Pour mieux outiller les mandataires et militants impliqués, le CIEP a construit un atelier formatif en trois séances (les défis politiques, les stratégies et les leviers d'action, les enjeux). Les thématiques retenues sont centrées autour du logement (pour les mandats dans les Agences Immobilières Sociales) et de la mobilité (pour les conseils consultatifs d'aménagement du territoire et de la mobilité et les conseils communaux de la mobilité).

DONNONS LA PAROLE AUX CITOYENS!

Marc Maesschaelck et Christian Boucq sont intervenus pour nous aider à mieux comprendre la montée de l'extrême-droite. Leur analyse permet de mettre en évidence la montée des «petites fractures de la société», qui font le lit de l'extrême-droite. Elles sont amplifiées par les difficultés de se sentir accueilli, entendu, considéré…
Pour répondre à ces insatisfactions, les organisations souhaitent créer de lieux de parole d'usagers dans des services comme les CPAS, les administrations, les mutualités, le syndicat, etc… Leur mission serait de faire émerger la parole et de la partager pour mieux agir et améliorer, en cas de nécessité, l'accueil dans ces lieux. Actuellement en construction, ce projet sera lancé en 2008, selon une méthodologie concertée.

Ce projet construit par et avec les organisations du MOC-Namur recouvre une multitude de dimensions…
Parce que la promotion de la démocratie ne peut se faire selon un seul axe, avec un seul partenaire, à destination d'un seul type de public…
Alors, il est temps de relever ses manches…! ■

COTE PRATIQUE

Les ateliers de la participation citoyenne organisés par le CIEP-Namur auront lieu à Namur le 15 novembre, le 22 janvier et le 18 mars en début de soirée.

RENSEIGNEMENTS: 081/22.68.71
FAX: 081/22.07.19

RDC: *quand les citoyens s'organisent pour leur développement*

Plus que jamais, dans le contexte actuel de mondialisation, se développent des possibilités de soutien et d'échanges réciproques entre les pays en voix de développement et les nôtres. Les préoccupations comme celles liées à la précarité généralisée ou à l'environnement diminuent de plus en plus la distance entre l'action menée au Nord et au Sud. C'est pourquoi, une des forces principales de cet aspect du développement qu'est la société civile est de mettre en avant les enjeux communs qui nous lient à celui-ci au niveau mondial. Pour mieux comprendre l'importance de la société civile dans le développement des pays du Sud et en particulier en République Démocratique du Congo (RDC), avec son histoire mouvementée et ses récentes élections, Solidarité Mondiale Liège organise deux conférences-débat avec deux spécialistes incontournables: Colette Braeckman, journaliste au Soir, et Bob Kabamba, professeur à l'Ulg. ■

Au programme
Mardi 8 janvier au Centre Culturel d'Amay
Invités: Bob Kabamba (Ulg) et Véronique Rousseau (CSC, relations internationales)

«Midi du Monde»
Jeudi 24 janvier au CSC de Liège
Invités: Colette Braeckman, (journaliste au Soir) et Véronique Rousseau (CSC, relations internationales)

Infos et inscriptions obligatoire: 04/231.61.65 ou 61 www.solmond.be et http://mocliege.be/rubrique67.html

Les clés de l'entité de Florennes

Peu de jeux originaux existent pour aborder spécialement une ville ou une région. Fruit d'un travail de recherche intensif et d'une collaboration entre le Foyer Culturel de Florennes et le Club Loisirs et Vacances du CIEP, le jeu «Les clés de l'entité» permet de découvrir de manière originale et en groupe la région de Florennes.
Sur base d'une série de questions-réponses, les portes d'entrée de ce jeu mettent en avant de nombreux aspects connus ou inconnus de l'entité et des environs, à savoir l'histoire, les personnalités et les activités originales, le sport, les loisirs, les anecdotes et toutes une série de petites particularités locales.
Un volet action a également été inséré par la possibilité de faire des paris. Un indice est donné, et suivant celui-ci, il faut prendre des risques… la mise peut être perdue ou multipliée. On peut de plus s'opposer à la réponse d'un adversaire. Il faut pour cela s'emparer rapidement du sceau de l'entité.
Présenté joliment dans un coffret en bois, il s'adresse à toute personne âgée d'au moins 10 ans et se joue en groupe de 4 à 8. ■

Prix de vente: 15,00
Plus d'info: 071/68.87.59 - http://ludothequeflorennes.skyrock.com.

J'ai voulu représenter mon pays l'Iran. J'ai voulu donner l'image de la femme en Iran: il y a d'abord la femme libre et puis la guerre. Cette guerre pour le pétrole a tout détruit de mon beau pays. Depuis c'est la destruction, les femmes sont brimées et répudiées, obligées de se voiler et de se cacher… Il y a aussi la révolte des étudiants, c'est pour ça que j'ai fui. (Hamoun)

Animer autour de la question *des étrangers et des sans-papiers*

PAR MARTINE DEHECQ, FTU-MOC ET FRANCE HUART, CIEP COMMUNAUTAIRE

Donnons un visage aux sans-papiers est un cahier pédagogique qui aborde, chiffres et documents à l'appui, les différentes facettes de la situation et de la régularisation des sans-papiers en Belgique. Réalisé par le CIRE, cet outil s'inscrit dans le cadre de la Campagne de sensibilisation lancée par le FAM (Forum Asile-Migration) sur cette question. Il permet de démystifier le phénomène des sans-papiers et des clandestins, en les «mettant en pleine lumière»: qui sont-ils? Pourquoi se retrouvent-ils dans de telles situations? Comment vivent-ils parmi nous? quelles perspectives ont-ils? Quelles sont les politiques belges et européennes menées?

Quelles sont les alternatives possibles? Voici quelques questions auxquelles tente de répondre ce guide très bien conçu.

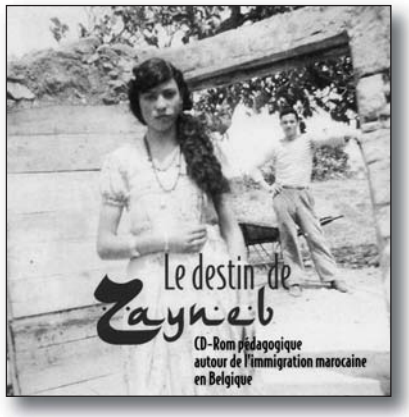
UNE VERSION EST TELECHARGEABLE SUR HTTP://WWW.AIDEAUXPERSONNESDEPLACEES.BE/DONNONS-UN-VISAGE-AUX-SANS-PAPIERS.PDF
CIRE: 02/629.77.10 CIRE@CIRE.IRISNET.BE

QUAND LES PAPIERS ARRIVENT…

Quand les papiers arrivent est le titre d'un documentaire réalisé conjointement par le CIRE, le PTTL, le Spectacle et l'Assemblée des voisins et voisines, où tous les participants ont pris part aux différentes phases de la réalisation.
Sur un fond de papier peint de couleurs ou aux motifs fleuris, les témoignages de sans-papiers, d'anciens sans-papiers et de Belges défilent devant la caméra. En nous regardant droit dans les yeux et avec courage, chacun s'adresse à nous et imagine sa vie le jour où les papiers arrivent… enfin…: Quels seront leurs projets, leurs rêves, leurs espérances, leurs envies? Comment verront-ils leur vie?

Ces brefs portraits témoignent chacun de leur vision des sans-papiers et leurs propos nous éloignent de l'image traditionnelle d'assistés ou de criminels qui colle à la peau de nombreux sans-papiers. Ce film prend le parti de la découverte des situations de vie différentes pour chacun, plutôt que de l'argumentation rationnelle.
Il peut également être utilisé avec un autre documentaire intitulé *Avenue des sans-papiers* (produit par Regards Croisés), qui retrace l'occupation épuisante et angoissante de l'église Saint-Boniface à Ixelles par des sans-papiers.

INTERESSE, CONTACTEZ LE CIRE AU 02/629.77.10.
QUAND LES PAPIERS ARRIVENT EST VISIBLE EN LIGNE SUR: WWW.CIRE.IRISNET.BE/QLP.HTML



AVEC ZAYNEB, L'IMMIGRATION MAROCAINE EN BELGIQUE

Réalisé par Média Animation pour commémorer l'accord belgo-marocain sur l'occupation des travailleurs marocains de Belgique (1964), «Le destin de Zayneb» constitue une étape importante de l'indispensable travail de reconnaissance des populations issues de l'immigration.
Tout commence dans un salon typiquement marocain où l'on propose une palette d'objets interactifs (la télévision, la radio, etc…) permettant à chacun-e d'explorer à sa guise l'histoire de cette immigration. Au centre de la narration, Zayneb dialogue avec sa fille et plonge dans son passé pour nous faire revivre les moments marquant de sa vie. Le point de vue féminin est ici fortement privilégié car il témoigne des bouleversements sociaux successifs subis par les familles migrantes mais aussi par les familles belges qui ont été obligées de vivre avec eux. Il y eut d'abord le départ, l'exode des pères, les femmes, souvent pauvres, durent rester seules

au Maroc, avec ou sans enfants, à attendre l'être cher. Vint ensuite le regroupement familial qui donne un caractère définitivement humain à l'immigration, qui ne se limite alors plus à l'acquisition de main-d'œuvre. Alors, il s'agit de vivre avec un contexte, une culture et une religion différents. Interprétée par des comédiens, l'histoire fictive intègre des documents d'époque, des témoignages, des sons d'ambiance et de la musique.

Ce CDRom nous semble tout à fait approprié comme support d'animation, de débat et de réflexion dans les écoles, les groupes d'adultes en formation et les bibliothèques.
Cet outil de réflexion et de conscientisation permet un travail de reconnaissance de l'immigration marocaine, indispensable à l'heure où la question identitaire est au cœur de nombreuses problématiques. Orale, la mémoire de l'immigration maghrébine se voit ici «fixée» et pourra peut-être alors prendre place dans les manuels d'histoire de la Belgique. ■

INFO: MRAX 02/209.62.50
MRAX@MRAX.BE - WWW.MRAX.BE

Discriminer, intolérable et illégal: *des étiquettes qui font mal…*

A l'occasion de l'Année européenne de l'Egalité des chances pour tous, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme se sont unis pour lancer leur campagne de sensibilisation à la diversité autour de «La discrimination est illégale. Cessons de l'infliger. Refusons de la subir».
Les étiquettes de «Racaille», «Profiteuse», «Différent», «Périmé», «Contagieux» cousues à même la peau d'hommes et de femmes, jeunes, vieux et d'origine étrangère, sont les images chocs de cette campagne. Affiches, spots et dépliants pointent de manière stéréotypée les propos et les comportements discriminatoires qui peuvent être émis à l'encontre de personnes d'origine étrangère, de femmes portant un jeune enfant, de personnes handicapées, de personnes âgées ou encore d'homosexuels. Toute discrimination est douloureuse à vivre car elle prive les victimes du droit à l'égalité des chances, des chances d'avoir un emploi, un toit, des loisirs et d'être respectées.
Les dépliants mettent aussi le doigt sur les outils législatifs interdisant et sanctionnant ces discriminations. Bien qu'essentielles, les lois ne suffisent pas à éliminer les actes et les propos discriminants. Pour un plus grand respect et une tolérance de la diversité, les comportements et les mentalités doivent changer. C'est pourquoi les démarches et actions sont également mentionnées. Elles peuvent être entreprises Si vous êtes victime de discrimination, ces démarches peuvent être entreprises (démarches de dialogue, de négociation et de conciliation, puis une action en justice). Pour toutes ces actions, les deux centres initiateurs peuvent apporter aide et conseils. ■

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:
WWW.EGALITE2007.BE
NUMERO VERT: 0800/12 800 (DE 9H A 17H)

J'ai représenté la vie, mon histoire, les hauts et les bas, chaque fois que je suis tombé, parce que j'étais tout seul, il y a eu quelqu'un qui m'a aidé pour remonter la pente. Ma femme, les cours de français, ma petite fille,… Aujourd'hui, il y a du soleil dans ma vie. (Zafri)

Femmes et autonomie:
DE SEPTEMBRE 2007 A MARS 2008

Les femmes ont conquis l'égalité en droit mais, dans la réalité sociale quotidienne, cette égalité est loin d'être acquise. Les situations d'inégalité qui discriminent encore les femmes en matière d'accès notamment aux postes de responsabilité, à la propriété, à des rémunérations justes constituent encore des freins à l'exercice d'une autonomie pleine et entière. Cette autonomie représente pourtant la condition essentielle à une participation libre, complète et harmonieuse à toute démarche sociale collective, que ce soit dans le cadre d'une relation affective, d'une participation associative, citoyenne, économique ou politique.
L'Université des Femmes se propose une formation jusqu'en mars 2008 pour explorer ce qui constitue encore un frein à l'autonomie des femmes et d'examiner les indicateurs de cette autonomie des femmes dans différents domaines. ■

RENSEIGNEMENTS ET PROGRAMME: UNIVERSITE DES FEMMES
TEL.: 02/229.38.25 WWW.UNIVERSITEDESFEMMES.BE

Colloque sur «Logement et participation»

Le logement est une problématique cruciale dans la vie des citoyens. Comment, en tant que personnes ou associations, pouvons-nous nous y impliquer dans le domaine du logement? Comment participer à une meilleure intégration de tous? Comment favoriser l'accès pour chacun à un logement décent et accessible financièrement? ■

Quand?: Vendredi 15 fevrier 2008 de 9h a 16h30
Où?: Institut Cardijn a Louvain-La-Neuve

Informations: Virginie Delvaux,
CIEP communautaire: 02/246.38.44
virginie.delvaux@ciep.be

Au programme

Matin

«Les lieux de la participation», Nicolas Bernard (Facultés Saint-Louis de Bruxelles)

«La participation associative dans le logement: les plus-values», Pascale Thys (Habitat et participation). Témoignages d'expériences de participation citoyenne (Comité de locataires, Agence immobilière sociale, assemblée des voisins, etc.)

Après-midi

- Ateliers autour de «Comment renforcer la participation citoyenne?»
- Interpellations de représentants politiques en responsabilité sur le sujet

Les medias et nous:

une campagne d'animation du CIEP Waremme

Pour mieux comprendre l'importance et l'influence des médias aujourd'hui: des documentaires, un film et un débat de clôture sur les médias alternatifs. ■

Lieu: Hannut
Pour info: Pascale Rezette
au 085/24.15.94
ou Philippe Taquet au 04/232.61.69

Carrefours de civilisations

Les uns et les autres aux carrefours des civilisations?

Des formations et activités au CIEP-Luxembourg

Carrefours de CIVILISATIONS

C'est le titre du cycle de réflexion annuel sur des questions contemporaine du CIEP Luxembourg. Son souhait est d'entreprendre une recherche collective des voies possibles vers un peu plus de paix, ici et ailleurs, dans le monde. En effet, la rencontre des civilisations se fait chaque jour ici. Pour Bernard Kerger, «le défi est de transformer cette rencontre, certes difficile, en une source de richesses partagées, préférer l'amitié au conflit.»

Le programme des activités se décline en conférences, rencontres avec des témoins, séances de ciné-débats, visites, qui se déroulent jusqu'en juin 2008 à Arlon, Bastogne, Marche et Virton. ■

Le programme complet est disponible en format PDF sur le site: www.cieplux.be ou www.moclux.be. Pour recevoir une version papier, telephoner au 063/21.87.33.

Le Roi, la Reine, la Belgique, un pays démocratique où on vit bien où on vit en liberté. Pays d'accueil car il y a de plus en plus de personnes étrangères. Les cours de français permettent de mieux se connaître et de vivre ensemble. (Francis)

Dates à épingler

FORMATIONS CIEP

Journees d'actualite politique:

6 mars 2008

Formation pour les nouveaux animateurs et animatrices en intermouvement dans le cadre du MOC

29 et 30 janvier, 26 et 27 fevrier, 18 et 19 mars 2008 - Ciney - Inscription dans les centres regionaux du CIEP-MOC

Outils de base de la formation et de l'apprentissage

16, 30 janvier, 20, 27 fevrier et 12 mars 2008 - Ciney

Deminons l'extreme droite

3, 10 et 17 mars 2008 - Namur

Action collective (uniquement pour les CIEP regionaux)

18, 25 janvier et 22 fevrier 2008 - Namur

Recits de vie et trajectoires familiales

22 fevrier, 21 mars et 09 avril 2008 - Ciney

Gestion des archives

1er trimestre 2008 - Region Namuroise

Pour plus d'informations
et pour recevoir le Cahier des formations du CIEP 2007-2008, contactez Francine Baillet:
02/246.38.41
francine.baillet@ciep.be

Journee d'etude de l'UCP «Les mandataires dans les conseils consultatifs des Aines»

14 fevrier 2008
Pour info: secretariat au 02/246.46.72
www.ucp.mc.be

Conference debat sur «L'Europe sociale»

Organisee par les PPCA de Bruxelles
29 janvier de 9h a 12h30
Lieu: MOC-CIEP, Rue Pletinckx 1000 Bruxelles
Info: jliley@acv-csc

Fete federale des Equipes populaires de Bruxelles

2 janvier a Anderlecht
Une occasion de decouvrir les differentes activites des equipes populaires de Bruxelles
Infos: Benoit Dassy au 02/508.89.81

En septembre 2008, trois nouveaux cycles FOPES demarrent

Des séances d'information ont lieu à Louvain-la-Neuve, Namur, Verviers et Eupen jusqu'en mars.

Pour en savoir plus: 010/47.39.08
www.uclouvain.be/opes

Journees d'actions decentralisees du Forum Social de Belgique

26 Janvier
Pour info: 02/250. 12.68

3e Colloque international des programmes locaux et regionaux de sante

Le rendez-vous des acteurs de promotion de la santé, lieu de partage et échange d'expériences.

Mons du 1er au 4 avril 2008
Infos et inscription: www.mons2008.info

Des affiches qui interpellent: 10e Triennale de l'affiche politique

Mundaneum (Mons) jusqu'au 27 avril 2008
Infos: 065/31.53.43 - www.mundaneum.be

Adresses des centres régionaux du Ciep

BRABANT WALLON
boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES
rue Plétinckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/508.89.60

CHARLEROI - THUIN
boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE
rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE
La Louvière:
rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20
Mons:
rue des Canonniers, 3 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL
Tournai:
av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64
Ath:
rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31
Mouscron:
rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIEGE-HUY-WAREMME
Liège:
rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61
Huy:
av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG
rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR
place l'Ilon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS
rue Laoureux, 28 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST
VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30

Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:
Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
e-mail: communautaire@ciep.be

C - I - E - P
Mouvement Ouvrier Chrétien

Avec le soutien de la Communauté Française de Belgique